

## Les communistes préparent leur congrès :

Avant le congrès de 2008, les communistes débattent pour préparer l'assemblée nationale extraordinaire des 8 et 9 Décembre 2007.

p 4

# Les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 837

25 octobre 2007

prix: 0,70 €

### ■ COMMÉMORATIONS

Des milliers de participants ont afflué à la carrière de Châteaubriant pour rendre hommage aux 27.

P 3



### ■ NON À LA POLITIQUE DE TRAQUE !

La droite vient de faire voter la 4<sup>ème</sup> loi en 5 ans sur l'immigration. Elle comprend notamment l'amendement scandaleux sur les tests ADN.

P 5

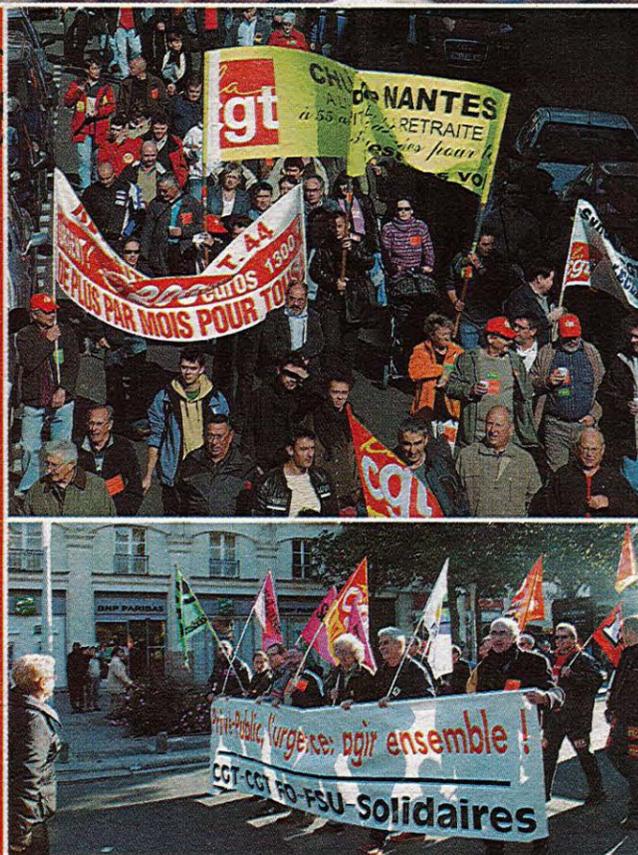
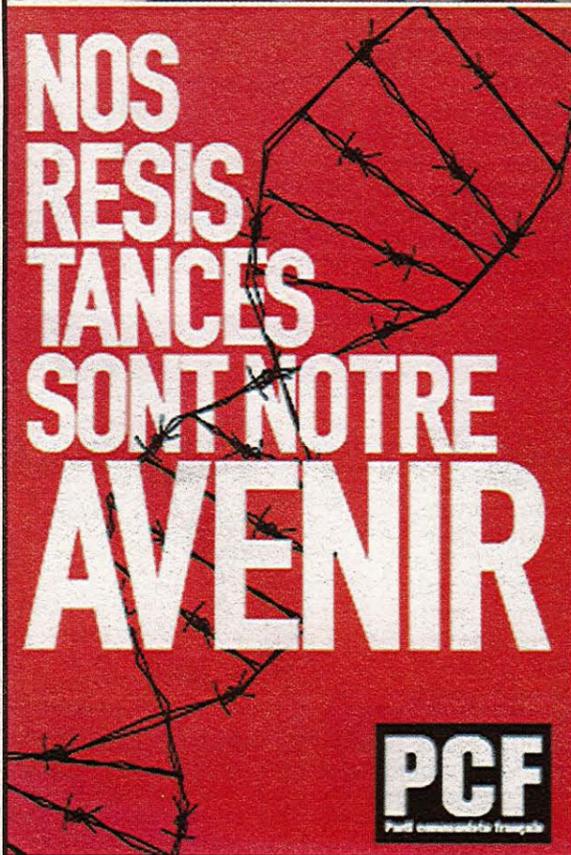
### ■ MUNICIPALES

600 élus communistes de toute la France se sont réunis pour plancher sur un nouveau contrat local, l'occasion de réaffirmer leur ambition pour les villes et les villages de France

P 7



## Succès pour la grève de défense des retraites LA RIPOSTE S'ENGAGE!



# L'actualité politique...

## EN BREF

### Toutes proportions gardées

Nicolas Sarkozy veut «dépénaliser les affaires», ce qui ne l'empêche pas de déclarer : «s'il y a des gens qui fraudaient chez EADS, il faut qu'on connaisse la vérité, il faut que la justice aille jusqu'au bout et ceux qui se sont comportés de façon malhonnête, qu'ils soient punis à proportion de ce qu'ils ont fait». En guise de proportion, les peines planchers en cas de récidives commencent à être appliquées. Résultat : 4 ans fermes pour un jeune en possession de 2g de cannabis pour sa consommation personnelle et prison ferme également pour un SDF coupable... d'avoir volé un parapluie ! Alors Monsieur le président, en proportion, combien pour un délit d'initiés qui s'élève à des dizaines de millions d'euros ?



### Toujours plus riches...

«Jamais, depuis qu'ils sont scrutés par Challenges, les 500 principaux détenteurs de capital «familial» de notre pays, n'avaient vu leur fortune progresser aussi vite. En un an, leur poids dans l'économie est passé de 200 à 280 milliards d'euros. Ces 500 fortunes représentent désormais 15% du PIB, contre 6%, il y a une décennie. Sur cette période, le patrimoine professionnel des 500 a triplé et a progressé six fois plus vite que la richesse nationale.» (source Challenges.fr) Sans commentaires...

### Fluidité contre les grévistes

Les liquidités utilisées par l'organisation patronale de la métallurgie (UIMM) révélées par l'affaire Gauthier Sauvagnac serviront selon divers responsables du MEDEF à «fluidifier les relations sociales». Etonnante rhétorique qui laisse entendre que l'argent aurait servi au financement de syndicats de salariés. Une aubaine pour le gouvernement à la veille de la journée de grève du 18 Octobre. Pourtant, le journal «les Echos», qu'on peut difficilement soupçonner de velléités révolutionnaires, révélait quant à lui que ces fonds auraient pu servir à une caisse de solidarité anti grève alimentée depuis 1968 et pouvant s'élever jusqu'à 160 millions d'euros. Voilà qui, pour le MEDEF, pourrait «fluidifier» le rapport de force avec les salariés. Etonnamment, cette version a été bien moins diffusée par les médias...

### Inconscience

Étonnante formulation de Laurence Parisot à propos de l'affaire Gauthier Sauvagnac : en effet, lors d'une conférence de presse sur le sujet, la madone des patrons a en effet qualifié l'affaire de «secret de famille» précisant que beaucoup étaient «au courant», le plus souvent «inconsciemment». On connaissait la «bravitude» de Ségolène Royal, voici que Parisot invente la «connaissance inconsciente».

## Point de vue

par Michel GOUTTY



**Les communistes sont engagés dans la contre offensive à la véritable révolution conservatrice que met en œuvre le gouvernement Sarkozy/Fillon.**

Il y a urgence à organiser une riposte d'ampleur. Celle-ci passe par la construction d'une alternative anticapitaliste. Bien sûr, nous avons conscience des difficultés auxquelles nous sommes confrontés. La bataille idéologique menée par la droite marque les esprits et le nouvel échec du Parti à la présidentielle inquiète et interroge. C'est tout l'enjeu de l'Assemblée extraordinaire des 8 et 9 décembre. Il nous faut aborder cette échéance avec lucidité et détermination. Lucidité parce que le Parti Communiste est confronté à de réelles difficultés (baisse de ses effectifs, affaiblissement de son influence électorale...) et détermination parce que le chantier que s'ouvre est considérable. Sa réussite dépend de notre capacité à rassembler les communistes et à permettre leur expression. De ce point de vue, on peut regretter que le rôle des structures de proximité que sont nos cellules du Parti, ne servent pas de première base dans la construction de nos débats. Ce sont des espaces de souveraineté incontournables. C'est

pourquoi les communistes de Loire et Sèvre ont choisi de s'adresser à chacun des adhérents pour permettre qu'ils donnent leur avis et de faire de la préparation des 8 et 9 décembre un temps de renforcement de la structuration de notre Parti. Dans une situation politique com-

**« il faut affermir les liens entre les communistes pour aller de l'avant tous ensemble ! »**

plexe, il faut affermir les liens entre les communistes pour aller de l'avant tous ensemble ! Cet objectif va dans le sens d'une amélioration de «l'outil» que doit être le Parti Communiste du 21ème Siècle et non, vers sa dilution dans une nébuleuse dont le contenu de classe serait affadi ou vers sa disparition progressive. Bien sûr, il faut travailler avec d'autres au rassemblement politique et populaire mais à mon sens cela ne peut se faire qu'avec la participation d'un Parti Communiste renforcé et fidèle à son identité. Souvent, on parle de fondamentaux : un parti révolutionnaire n'a pas vocation à convaincre les autres formations mais à travailler dans les quartiers et les entreprises à démasquer la politique de classe du pouvoir de droite et à faire grandir des exigences transformatrices. Voilà qui est innovant.

### Riposte et projet progressiste

La droite a décidé, coûte que coûte de faire passer son projet de société, par la force s'il le faut, s'essayant à pousser les salariés à l'isolement. Ainsi, en agitant le chiffon rouge devant les salariés, en commençant par les cheminots, les premiers à avoir lancé l'idée d'une grande journée de grève et de mobilisations pour le 18 octobre, la droite tente d'utiliser l'opinion publique en opposant les salariés entre eux. Cette offensive ne saura être conjurée sans la mise en évidence des convergences d'intérêts de tous ceux qui sont frappés par les ruptures violentes de la politique sarkozyste. L'inquiétude sur les risques que font courir à toute la société, les



méthodes et les choix du nouveau pouvoir, se répand à grande vitesse. Ainsi les chercheurs ont lancé un vrai message d'alerte sur le nouveau paysage de la recherche qui se dessine en démontrant en quoi il s'agit, de fait, d'un véritable démantèlement des organismes de la recherche publique. Aux inquiétudes des cheminots et autres salariés du secteur public, comme à celles des chercheurs, répondent en écho un

nombre de plus en plus conséquent de salariés mais aussi d'avocats, de magistrats scandalisés par les méthodes utilisées visant à la casse de tribunaux, de citoyens tout autant scandalisés par les tests génétiques réservés aux immigrés. Les manifestations du 18 octobre, la préparation des initiatives de riposte prises par les communistes dans une démarche de rassemblement à gauche pour

le 27 octobre montrent que les potentialités existent d'opposer à la politique de la droite, des propositions en rupture avec le projet sarkozyste. Le chef de l'Etat veut montrer au pays qu'il en est devenu le seul maître. C'est confondre une élection, fût-elle présidentielle, et le vote de pleins pouvoirs qui désaisiraient pour cinq ans les citoyens de leurs droits d'intervention. Sarkozy en rêve, mais la démocratie n'a pas dit son dernier mot. C'est dans ce contexte que les communistes entendent être les acteurs les plus déterminés de la riposte, aux côtés des salariés, avec la volonté de construire un projet politique dans une démarche de rassemblement de toute la gauche. La préparation des élections municipales et cantonales, s'inscrit pleinement dans cette démarche.

### De vous à moi...

L'amendement permettant de pratiquer des tests ADN sur les immigrés pour «faciliter» les démarches de regroupement familial vient donc d'être adopté par les députés et sénateurs, malgré l'émotion suscitée dans l'opinion publique et les réprobations si larges qu'elles vont de l'Eglise Catholique jusqu'à la commission d'éthique. Selon la droite, l'amendement est vidé de son contenu et il n'y a plus matière à polémique. Mais alors, pourquoi le maintenir ? La réponse est peut être à trouver dans sa provenance même : Son initiateur est Thierry Mariani, député de la 4ème circonscription du Vaucluse, celle d'Orange, commune qui a élu un maire et deux conseillers généraux FN (passés aujourd'hui au MPF). Dès lors, on comprend mieux l'opération : Il s'agit à nouveau de donner des gages à l'électorat d'extrême droite, quitte à s'asseoir sur les principes fondateurs de la république. La logique est simple, mettre en œuvre certaines propositions d'extrême droite pour en siphonner l'électorat, le premier ministre allant jusqu'à paraphraser Le Pen en qualifiant l'amendement de «détail». C'est aussi ça l'ouverture sauce Sarkozy... Et il y a des «détails» qui ne passent pas !



AS

## VITE LU VITE DIT

### Accord cadre PS/PCF pour les municipales et les cantonales

«La France a donné une majorité à la Droite lors des dernières élections présidentielles et législatives. C'est dans ce contexte national que les fédérations de Loire-Atlantique du Parti Socialiste et du Parti Communiste Français considèrent qu'il est de leur responsabilité de tout faire pour que les forces de gauche se rassemblent :

-pour s'opposer aux politiques d'austérité, de précarité et de fragilisation de la cohésion sociale à travers le démantèlement de la protection sociale et des services publics auxquels le gouvernement Sarkozy-Fillon nous prépare après les échéances de mars 2008.

-pour construire dans les communes, les intercommunalités, le département, des projets progressistes répondant aux attentes populaires.

Nous avons conscience de nos responsabilités vis à vis de tant d'hommes et de femmes qui souhaitent que la gauche puisse réussir durablement. C'est dans cet esprit constructif et ouvert que nous travaillons ensemble dans les collectivités de notre département et que s'inscrit cet accord.

Le PS et le PCF ont décidé de conclure un accord électoral départemental pour les échéances municipales et cantonales de 2008 permettant de **maintenir les communes actuellement à Gauche, gagner ensemble des communes dirigées par la droite, et conforter la majorité de gauche au conseil général de Loire-Atlantique dans sa diversité.**

L'accord PS-PCF de Loire-Atlantique précise les engagements suivants :

**-Les deux organisations affirment leur volonté de mettre tout en œuvre pour aboutir à des listes d'union dès le 1er tour dans le plus grand nombre possible de communes du département. Dans les municipalités de gauche elles se fixent pour objectif de reconduire les maires sortants ou les têtes de listes désignées pour leur succéder. /.../**

**-Pour les élections cantonales, c'est avec la même volonté de rassemblement que les deux organisations travaillent à des candidatures communes à l'exemple du canton de Montoir. Elles s'engagent à assurer la diversité de leurs sensibilités dans la composition de l'exécutif du Conseil Général.**

Cet accord s'inscrit dans la continuité de l'action commune menée à la tête des nombreuses municipalités que nous co-dirigeons, ainsi que du travail engagé au Conseil général de Loire-Atlantique et au Conseil régional des Pays de la Loire. Ce travail, reconnu par les citoyens pour l'amélioration de leur vie quotidienne, sera poursuivi au-delà des échéances de 2008.»

## Grève du 18 Octobre: La première Étape !

Journal de colère, de détermination mais aussi de retrouvailles : **Le 18 Octobre a marqué le grand retour du Mouvement social !** A la SNCF, le taux de gréviste était déjà supérieur au plus grands moments de la mobilisation de 1995. «C'est une bonne nouvelle», s'enthousiasme Danny Frouin, jeune retraité de la SNCF et adjoint au maire de Bouguenais, dans le cortège nantais. «**en 1995, au début du mouvement, peu de gens croyaient à la victoire, c'est la preuve qu'il y a des choses qu'on peut gagner**



3000 à Saint-Nazaire

**dans la lutte !**». Très mobilisés, les cheminots refusent de voir remis en cause leur régime de retraites. «La plupart des cheminots ne partent pas avec une retraite à taux plein, même ceux qui comme moi ont commencé à 18 ans. Et je connais de nombreux cheminots qui n'ont pas 1500 euros de retraites. On parle de privilèges mais quand je conduisais le jour de Noël pour conduire des voyageurs en congés de fin d'année que je passais souvent loin de ma famille, personne ne me traitait de privilégié». Au-delà des cheminots, le massif cortège nantais rassemblait plus de 10 000 salariés des services publics, de l'éducation nationale, du CHU, d'EDF-GDF, d'Airbus mais aussi des délégations du privé. «Normal» commente Danny «S'attaquer aux régimes spéciaux, c'est s'attaquer à tous les droits sociaux. On le voit bien avec

la sécu et les franchises médicales.»

Pour Didier Hude, de la FSU «**ce gouvernement n'a pas la légitimité de remettre en cause des pans entiers de notre constitution, de nos principes solidaires et républicains**». Serge Dousin, pour la CGT témoigne de la volonté de «construire un mouvement interprofessionnel qui doit porter loin. Il faut imposer la négociation des revendications. Pas question d'accepter la remise en cause des régimes spéciaux qui préparent la réforme des cotisations du public et du privé pour 2008 ! /.../ **Unis, déterminés, nous allons construire un mouvement massif. Nous pouvons gagner, Sarkozy, nous allons le faire plier !**

Même tonalité à Saint-Nazaire où 3000 personnes ont défilé de la gare à la mairie. Parmi les manifestants les salariés d'EDF, les per-



10 000 à Nantes

sonnels hospitaliers, des travailleurs d'Airbus et les retraités étaient très mobilisés. Une réponse à «**la chasse aux fonctionnaires**» organisée par le pouvoir dira Marcel LEBRONZE pour la FSU et un «premier rendez vous de lutte réussi» pour Christian DUVAL, secrétaire de l'union locale CGT. **Incontestablement, le 18 Octobre fait date et appelle à d'autres mobilisations à construire.**

## Dignes du sacrifice des 27 fusillés du 22 octobre 1941



Automne 2007 : 66 ans après, la tragique fusillade de la carrière de Châteaubriant, résonne encore à la mémoire de ceux qui ont osé dire non au nazisme et se sont battus, au péril de leur vie, pour ouvrir de nouveaux horizons dans notre pays, en Europe et dans le monde.

Tout avait commencé vendredi soir au monument dédié à la mémoire des 50 otages à Nantes. Devant un parterre plus fourni que les années pré-



cédentes. Avant l'évocation, écrite par JC Baron, Pedro Maia, jeune communiste devait rappeler le courage de l'engagement des résistants et résistantes. Dénonçant l'instrumentalisation du jeune Guy Môquet par le Président de la République, il lui donna la parole, en lisant l'un de ces derniers poèmes confisqués le jour de son arrestation, poème dédié à 3 de ses camarades emprisonnés. Châteaubriant, il est 14 heures, la cérémonie

s'annonce déjà très importante. Alors que le défilé progresse vers la carrière, derrière les enfants du pays de Châteaubriant, plus de 1500 personnes ont déjà pris place là où furent fusillés les 27 otages. Chacun passant devant les portraits des martyrs à la gorge serrée. L'émotion est palpable. Les noms s'égrènent un à un dans le silence de la carrière. Cette année, les organisateurs de la commémoration ont tenu à rendre hommage aux femmes de la résistance, ces femmes, dans l'ombre, sans qui, comme le disait Lucie Aubrac, «la résistance ne pouvait rien faire».

Marie-George Buffet, secrétaire nationale du Parti Communiste Français souligne dans son intervention cette partie importante de la résistance : «Rarement dit-elle, leur noms reviennent. Et pourtant ils

sonnent à l'oreille sous les vocables de l'épouse, où de l'amoureuse, de la femme résistante parce qu'aimante, de celle qui prend des risques insen-



sés parce que l'amour rend plus fou» La résistance c'est pourtant aussi leur histoire, leur courage, leur sacrifice.»

**Durant plus d'une heure et demie, l'évocation et magnifique évocation écrite par Alexis Chevalier et interprétée par quelques 130 comédiennes et comédiens amateurs du pays de Châteaubriant a captivé les 5 000 personnes présentes.** C'est au rythme de la chanson de Léo Ferré l'Age d'or, reprise par les participants debout que se terminera cette évocation. Loin des icônes voulues par certain, cette 66ème commémoration était celle de la mémoire et de l'engagement.



## Huma-Café «Esprit de Résistance»

C'est sur ce thème, que le mercredi 10 octobre, à la médiathèque



Jacques Demy de Nantes, Jean Pierre LANDAIS invitait Thomas GUINSBURGER-VOGEL, membre du jury du concours départemental de la résistance et Gérard STREIFF, historien et chroniqueur, auteur de «**Guy MOQUET, Châteaubriant, le 22 octobre 1941**» à dialoguer avec un public qui se révéla vite averti et passionné. «**Militant de la transmission de la mémoire**» Thomas GUINSBURGER soulignait combien il était déterminant de permettre des «**rencontres de collégiens et de lycéens avec les témoins de cette période**». Gérard STREIFF a voulu écrire un «**docu fiction sur le 22 octobre 1941**» car il a «**immédiatement senti qu'il y avait de la confusion dans l'air**». Il était nécessaire de faire la clarté pour éviter que Guy MOQUET devienne «**un héros sarkozien**». «**Dés 1940, il y a des résistants. Beaucoup sont jeunes, très jeunes...Parmi eux des communistes en nombre qui, malgré le pacte germano-soviétique ont décidé de dire non...**» «**Si ce sont des allemands qui ont tiré, Guy a été arrêté par des policiers français, jugé par des juges français, couché sur une liste établie par des français, transmise aux autorités du camp par un sous-préfet français...**» C'est, insiste l'historien, «**un crime de classe**» perpétré par les anciens opposants du Front Populaire qui ont choisi «**des victimes symboliques**» pour prendre leur revanche. De nombreux témoignages dans la salle montreront que ce désir de revanche se poursuit. Denis KESSLER, idéologue du patronat français, n'écrit-il pas dans le mensuel «**Challenges**» d'octobre 2007 qu'il faut en finir avec ce qui reste de 1945 pour «**racrocher enfin la France au reste du monde**»?

## ASSEMBLEE NATIONALE EXTRAORDINAIRE

### Le PCF prépare son congrès

Le Conseil national du PCF des 6 et 7 octobre a décidé de tenir les 8 et 9 décembre prochain un temps fort, une étape importante dans la préparation d'un congrès national du Parti fin décembre 2008, avec la réunion d'une assemblée générale des délégués des sections.

**L'enjeu est important. Pour les communistes bien sûr, qui, lors des présidentielles, ont connu un nouveau et très grave revers électoral posant la question du devenir de leur parti. Pour la gauche toute entière, mise en échec lors de ces mêmes élections, mais surtout pour la société elle-même.**

La politique de la droite menée par Sarkozy participe d'une offensive idéologique mettant en cause les fondements même de la société française issue des lendemains de la seconde guerre mondiale et de ses idéaux de justice sociale et de solidarité. C'est donc toute la société qui est intéressée au débat sur le devenir de ces idéaux, et au



**définitivement gagné la partie ?** Les mobilisations sociales, les luttes à l'échelle mondiale, montrent que rien n'est

sociaux et les mentalités, la lutte des classes n'a rien perdu de sa pertinence.

**C'est tout le mouvement social, populaire qui est intéressé à la question de la transformation sociale.** Travailler à un projet politique portant cette ambition reste d'actualité pour la gauche. Au delà des stratégies des forces politiques qui la composent, des potentialités

existent pour rassembler autour de propositions en rupture avec le libéralisme déferlant. **Fonder les bases d'une construction politique nouvelle suppose la refondation d'un communisme de notre temps, porteur des idéaux de justice sociale, de progrès, de féminisme, d'écologie.** C'est ce débat que les communistes abordent à l'occasion de cette première étape de leur préparation de congrès. Avec la volonté d'aborder toutes les questions, y compris celles relatives à notre conception du rassemblement, des alliances ou de la forme d'organisation du Parti Communiste lui-même.

**L'enjeu est important, pour les communiste, pour la gauche toute entière mais surtout pour la société elle-même**

delà au débat de la transformation sociale. **Le capitalisme financiarisé, mondialisé a-t-il**

écrit. Si la société est bouleversée par ce capitalisme mondialisé, modifiant les rapports

#### Michel RICA

Secrétaire départemental de la fédération 44 du PCF NLA : Lors du dernier Conseil national, des décisions ont été prises à la suite à donner aux décisions de juin ?

Michel RICA : des choses ont bougé depuis l'annonce d'un Congrès extraordinaire, tant sur la forme que sur l'objectif de cette réunion. C'est une étape qui va se traduire par la réunion des délégués de section qui auront été élus lors de leurs AG de sections. Pour ma part, je considère que cette Assemblée extra-



**«Il faut organiser un débat exigeant et sans tabou.»**

ordinaire ne peut être que le lancement d'un processus qui se déroulera tout au long de l'année. Aujourd'hui, notre première responsabilité est de mettre en cohérence la riposte à la politique de Sarkozy et notre ambition de transformation sociale.

NLA : Cela étant, des ques-

tions fondamentales sont posées aux communistes ?

MR : Le monde bouge, l'Europe, la France se transforme, la société évolue, le rapport au travail, à l'urbanisation ; à l'environnement, sont traversés par de vraies oppositions sociales et économiques. **Le capitalisme agit, produit des idées dominantes qu'il s'agit de contrer par des propositions prenant en compte les réalités d'aujourd'hui.**

NLA : Mais les échecs électoraux réguliers de la gauche et du Parti Communiste ne font-ils pas apparaître, un décalage avec la société ?

MR : En effet, il est de notre responsabilité d'appréhender le décalage qui existe entre les

potentiels que représentent les militants, les élus, l'engagement des communistes dans une multitude de combats et les reculs électoraux.

Pour cela, il faut organiser un débat exigeant, sans tabou, pointant un certain nombre de questions qui font débat et qui nécessitent des réponses claires.

Et surtout pourquoi et comment en sommes-nous arrivés là ? **Ces questionnements méritent débat, tout en évitant les déchirures et les divisions. Il s'agit, de la cellule au Conseil national, de créer les conditions d'une élaboration collective tout en s'ouvrant à ceux qui, comme nous, cherchent aussi une issue politique.**

## Ils ont dit :

**Yvon RENEVOT, secrétaire de section (Saint-Nazaire)**



La situation dans laquelle se trouve la gauche, le PCF aujourd'hui nous oblige, nous militants communistes, à tout re-questionner : le passé, le présent pour bien penser l'avenir. Le chantier est énorme. Nous avons besoin de toutes les intelligences, de toutes les expériences. Celles des communistes, bien sûr. Mais la visée communiste, le projet d'une transformation sociale n'est pas la propriété exclusive des adhérents du PCF. Beaucoup de femmes et d'hommes réfléchissent, construisent des projets pour une mondialisation sociale, écologique, démocratique, pacifique. Ils expérimentent de nouvelles formes d'engagement citoyen, portent un regard intéressé sur notre militantisme et nos idées. Leur travail ne peut nous laisser indifférents et la forme et le fond de nos débats doivent susciter leur intérêt. **Nos assemblées générales doivent être ouvertes à des hommes et des femmes que les communistes auront décidé d'inviter pour que nous prenions en compte dans notre réflexion leurs expériences, leurs analyses.**

Après ces moments de travail en commun, les communistes continueront à réfléchir et décideront des questions qui seront à l'ordre de leur Congrès de 2008 et sur lesquelles des réponses crédibles sont à formuler pour l'avenir.

**Yannick CHENNEAU, secrétaire de section (Basse-Loire)**

Les premières réflexions pour la préparation de l'Assemblée générale extraordinaire du Parti, prévue début décembre, ont commencé dans la section et dans les cellules. Si le doute existe parmi les communistes sur le calendrier et les imprécisions des modalités du Congrès extraordinaire transformé en Assemblée générale, si des critiques sévères sont même formulées à l'égard de la direction nationale, il n'en demeure pas moins que les adhérents prennent très au sérieux la situation politique actuelle et les questions auxquelles le Parti Communiste Français est confronté.

La préoccupation de l'identité du Parti, sa pérennité en tant que force politique autonome, ses capacités à peser réellement sur les choix politiques à tous les niveaux de notre société, font partie des questions qu'il nous faut affronter, sans retenues ni tabous. C'est de l'avis des communistes de la section, l'existence même du Parti qui est en jeu. **Nul doute sur le besoin d'un débat large ouvert et constructif pour lequel nous devons redoubler d'initiatives, de lieux d'échanges et d'interventions afin qu'aucun communiste ne se retrouve «à côté» de ce qui sera demain un point d'appui pour surmonter les doutes actuels et redonner au Parti la place qui lui revient dans notre pays.**



### La préparation de l'assemblée extraordinaire dans le département

Dans tout le département, les communistes ont fait le choix d'un débat large et sans exclusive. En plus des réunions de cellules et des assemblées de sections qui éliront les délégués à l'Assemblée nationale des 8 et 9 décembre, la plupart des sections ont programmé des temps de réflexions selon les modalités qu'elles ont choisies. D'autres initiatives sont en préparation.

#### Nantes

3 assemblées générales thématiques ouvertes:

- «**Communisme et dépassement du capitalisme**» le 23/11 avec Yves Dimicoli

- «**Quel rassemblement pour la transformation sociale aujourd'hui ?**», le 13/11 avec Patrice Bessac

- «**Quel parti au service du changement ?**» le 20/11 avec Daniel Cirera

- Assemblée générale extraordinaire le 27/11

#### Saint-Nazaire

Forum «**Construire la riposte idéologique et à la droite**» le 15/11

#### Basse Loire

Le comité local du 25/10 a pour ordre du jour, les dispositions à prendre pour rencontrer chaque adhérent et permettre son expression.

#### 3 Rivières

- Assemblée générale des adhérents le 05/11

#### Rezé Sud Loire

- Des réunions de communistes ouvertes sont prévues les communes de Rezé, Bouguenais, Brains, La Montagne, Bouaye, Pont Saint Martin/Saint Aignan.

#### Loire et Sèvre

Lors de leur dernière réunion de section, les communistes de Loire et Sèvre ont engagé un plan de travail avec pour objectif de donner la parole à tous leurs adhérents sans exception.

#### Brière

En Brière, des réunions de cellules avec à l'ordre du jour la préparation de l'Assemblée de section, ont eu lieu ou sont prévues dans les communes de Trignac, Saint Joachim, Saint Malo de Guersac, Pontchâteau et Montoir.

# Le social au cœur.

## PRENONS NOTE...

### Pour briser le silence

Ils étaient 8 cars de notre département à manifester le 13 octobre à Paris contre la dégradation des conditions de travail, pour l'amélioration des moyens et droits de prévention des accidents du travail, et des indemnités. (Voir n° 836 NLA)

### Pas de soins faute de moyens

Un tiers des allocataires de minima sociaux, Rmistes ou parents isolés ont dû renoncer à au moins un soin pour des raisons financières, selon une étude de la Drees.

### Parlons rupture

Le total des 500 plus grandes fortunes professionnelles de France est passé en un an de **200 à 280 milliards d'euros** et pèse désormais 15% du PIB contre 6% (il y a dix ans). Au cours de la décennie 97-07, le patrimoine professionnel des 500 plus grandes fortunes a triplé et a progressé trois fois plus vite que la richesse nationale. Cette richesse créée doit revenir aux salariés.

### Lagardère empoche

Selon le JO du 27 mars 99, il y a donc 8 ans, il a acheté 6 252 160 actions EADS pour près de 900 millions de francs. En 2005 /2006, il cède 7,5% du capital pour 900 millions d'euros ! **Belle plus-value, sur le dos de qui ?**

### Les appétits aiguisés

Les ministres européens des télécommunications viennent d'adopter définitivement l'**ouverture totale à la concurrence du courrier ordinaire** au 1er janvier 2011. Un secteur qui concerne la majorité des envois postaux, représentant 90 milliards d'euros, et touchant près de 5 millions d'emplois en Europe ne peut qu'aiguiser l'appétit des puissants lobbies financiers de Bruxelles.

### La solidarité n'est pas un délit

Non à la criminalisation de l'action citoyenne et militante



Le 13 novembre, Mme Marzelière de Trignac passera devant le tribunal correctionnel pour avoir «aidé directement ou indirectement le séjour irrégulier» de son compagnon kurde, de nationalité kurde.

**Agissons pour l'arrêt immédiat des poursuites contre elle et contre toutes les personnes en raison de leur soutien aux «sans-papiers».**

### Récompensé au Parlement européen

Le **Réseau Education Sans Frontières** a reçu un prix de l'association Solidar, une alliance internationale de syndicats et d'organisations non gouvernementales, qui décerne chaque année, 5 prix pour récompenser «les contributions exceptionnelles d'individus et d'organisations pro-actives dans le combat pour la justice sociale, et qui consacrent leur travail à l'avènement d'une société plus juste et plus équitable».

### Question d'avenir

**Améliorer la réussite scolaire de tous les jeunes, il n'y a rien de plus urgent !** Signer la lettre ouverte au président de la République sur le site de la FSU

## L'A380 et les patrons d'EADS "volent" au dessus d'un nid d'initié.



Alors qu'EADS a décidé d'un plan massif de licenciements, le plan Power 8, le soupçon de délit d'initié est insupportable. Selon une note préliminaire de l'Autorité des Marchés Financiers transmise au Parquet de Paris, le gendarme de la bourse relève le caractère «concomitant et massif» et quelque 1200 délits d'initiés auraient été constatés pour une plus value globale de 90 millions d'euros.

Cette scandaleuse affaire est le résultat du calamiteux «pacte d'actionnaires» de 99. Par ce pacte, l'Etat actionnaire à 15% de l'entreprise donne plein pouvoir à Lagardère. Pendant ce temps, un plan de rigueur d'économie «Route 06» est décidé. Ce qui a conduit aux déboires industriels et occasionnés les retards de livraison de l'A380.

Ce sont les mêmes qui aujourd'hui font subir un plan de restructuration Power 8. Ce dernier va se traduire par des suppressions d'emplois, des ventes de sites et surtout par un avenir incertain pour tous les salariés.

Le carnet de commandes d'Airbus continue de gonfler, le nombre d'avions à livrer pour 2007 sera autour de 453, et 540 pour les deux années à venir, les conditions de travail vont s'aggraver que ce soit chez Airbus ou les sous-traitants. Dans les ateliers et les bureaux, il est demandé de faire des heures supplémentaires alors qu'il y a suppression d'emplois. Cette logique financière va à l'encontre du développement industriel. La conséquence en sera la perte de compétence et de savoir faire au sein d'Airbus et, à terme, au nom de l'actionnaire roi, l'entreprise à la catastrophe et les salariés à la rue.

René BIHORE

## Asphyxie budgétaire

Le projet de loi de financement de la sécurité sociale examiné à l'Assemblée nationale à partir du 23 octobre, prévoit certes la création de la franchise médicale. Il prévoit aussi une autre mesure clé : le **financement intégral des hôpitaux à l'activité (T2A)**.

Le manque de moyens est déjà criant. La progression prévue de l'enveloppe budgétaire pour les établissements ne répond pas à la seule évolution des besoins, entraînés par les mesures salariales et le poids des médicaments innovants. Les organisations syndicales dénoncent à juste titre, le déficit structurel des hôpitaux. FO et SUD du CHU tirent la sonnette d'alarme et redoutent un plan social. La CGT exprime ses craintes, dans un courrier au ministre de la santé : «Craintes

sur les missions du CHU de Nantes en tant qu'hôpital public, mais aussi craintes sur l'emploi car le déficit prévu est l'équivalent de plus de 600 emplois au CHU».

Or, la mise en œuvre de la T2A sur la totalité de l'activité aggravera cette situation. La T2A ignore les spécificités de l'hôpital : accueil de proximité, accueil de tout le monde sans distinction et sans avance d'argent, 365 jours par an. C'est aussi la recherche et la formation.

A l'inverse, la T2A amène à privilégier les patients «rentables», atteints de pathologies aiguës qui demandent des gestes techniques mieux valorisés dans la tarification, et n'ayant pas de problèmes sociaux.

**C'est un risque vital pour le service public hospitalier.**



## Non à la politique de tri, de traque

La 4<sup>ème</sup> loi, en 5 ans, contre les migrants va être votée.

Le droit au regroupement familial est subordonné à une sélection par l'argent, à des critères à connotations colonialistes et racistes. **Les étrangers, surtout s'ils sont pauvres, sont accusés d'être de dangereux perturbateurs «d'identité nationale».**

Un amendement ignoble institue désormais des tests ADN. Devant l'émotion et les réactions massives dans notre pays mais également dans plusieurs pays africains, le gouvernement a

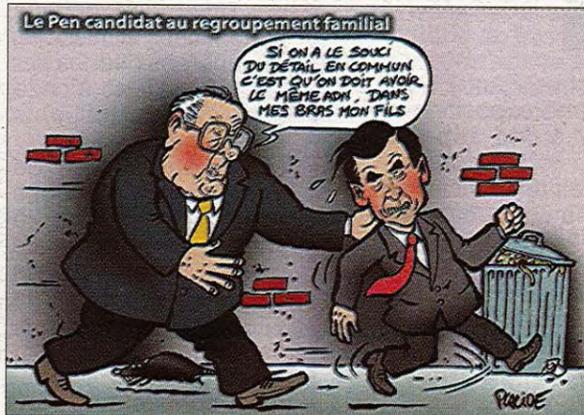
manœuvré en recul mais a maintenu jusqu'à présent cette disposition honteuse. Le test ADN, c'est la porte ouverte à l'organisation d'un fichier des migrants, en violation des lois sur la bioéthique en France. L'acharnement de Messieurs Mariani et Hortefeux et ces votes abjects rappellent les heures les plus sombres de notre

histoire. **Mais, l'amendement ADN n'est que la part visible d'une politique malsaine et inquiétante.**

Comme l'explique D. Bouffénie au CM de Nantes : «Par delà la question de l'ADN, le regroupement familial est encore une fois restreint; or il est un droit fondamental de la convention européenne

des droits de l'homme et de la déclaration universelle (droit de mener une vie privée et familiale normale)... Il y a une instrumentalisation de la question du regroupement familial... Laisser entendre des arrivées en masse, est pure propagande. Le regroupement familial représentait pour info plus de 85000 personnes par an en 1970 contre seulement un peu plus de 22000 aujourd'hui !»

Ainsi la politique de l'immigration choisie, de l'immigration dite de travail n'est par fortuite. Elle se sert de l'immigration contre les immigrants et se sert de l'immigration pour nous duper et nous diviser. **La cause de tous nos maux n'est pas et ne sera pas l'immigration.**



# Evènements, culture, idées.

## Histoire policière et coup éditorial

### Haro sur les "communo-terroristes"

Ce livre, consacré à l'Organisation Valmy du PCF pendant la seconde guerre mondiale, prétend, comme l'indique son sous-titre, dévoiler rien moins que «la face cachée du PCF» de 1941 et 1943.

Sous le titre : «Liquider les traîtres» qui selon Le Monde «fleure le coup éditorial» et fait «craindre le pire», il porte sur un groupe d'une trentaine de résistants communistes, chargé d'actions contre les occupants nazis et de l'exécution de quelques «collaborationnistes» français. Il se place dans la lignée du «*Livre noir du communisme*» dirigé par S. Courtois, en 1997, qui va rééditer bientôt l'opération avec un «*Dictionnaire du communisme*». La grande presse ne tarit pas d'éloges : «enquête exemplaire» (*Le Figaro*), «époustouffant ouvrage» (*L'Express*), qui dénonce «le flicage et le fichage... au sein d'un PC par essence paranoïaque» (*Le Point*).

Adossés à leurs titres universitaires, les auteurs ne cachent cependant pas leur objectif d'avoir écrit une enquête historique qui puisse se lire comme un «roman». Et, «pour laisser tout son sel» à cette enquête, ils y mettent délibérément l'accent sur certaines «bavures»,

pour mieux incriminer leur «commanditaire». J. Duclos, dirigeant clandestin du PCF en territoire occupé.

Puisqu'ils récusent, pas principe, les témoignages des acteurs suspects de troubles de mémoire, mais surtout de parti pris les auteurs prennent exclusivement comme source les documents d'archives policières. Or, concernant ce détachement

Valmy, quelle valeur absolue leur attribuer venant des «services spécialisés de la Préfecture de police : brigades spéciales et première section des Renseignements généraux, équipes spéciales de la Police municipale», chargés de pourchasser sans rémission ceux qu'ils qualifient de «communoterroristes» ?

Un tableau récapitulatif des 34 actions du détachement Valmy, répertoriées par les auteurs sur cette base, entre juillet 1941 et octobre 1942, indique clairement que s'il est vrai qu'au cours de la 1ère année le groupe «fait le ménage» par une douzaine d'actions, notamment dans les rangs des ex-membres du PCF ralliés au nazisme - tel M. Gitton du POPF, présenté comme un «père

tranquille» de la collaboration - ensuite, la quasi totalité des vingt actions suivantes, d'août à octobre 1942, concernent avant tout des objectifs allemands, en dehors du cas de M. Dardant.

Mais, malgré tout, consacré soi-disant à «la face cachée du PCF», ce livre en recèle, en fait, un autre, de bien meilleur aloi, dont le sujet

est bien la police française de traque anti-communiste. Ainsi, selon *Le Monde* : «Autant que la face cachée du PCF, c'est donc l'une des pages les plus sombres de l'histoire de la police française qui est racontée dans ce livre. Et en particulier celle de ces redoutables «brigades spéciales», auxquelles la direction des RG accorda de gros moyens pour traquer les résistants communistes».

Le tout repose néanmoins sur le postulat Courtois devenu celui de l'école académique française sur le sujet, qui se résume à : **le communisme est, par nature, criminel** ! Tout l'appareil critique qui est censé l'étayer est finalement renvoyé en fin d'ouvrage, dans de

copieuses notes et annexes (bibliographie et index), soit plus du quart du livre. Les auteurs s'y réclament alors d'une «histoire scientifique, digne de ce nom», en pourfendant la «vulgate» de toute l'historiographie de la Résistance. Elle ne serait à leurs yeux, avec «les imprécisions, lacunes, ou erreurs de la plupart des ouvrages existants», qu'«erreurs, mensonges, oublis et exagérations», au service de la légende des «professionnels» communistes.

Ce livre paraît dans une conjoncture politico-historique précise : celle de l'approche de la commémoration des fusillades de Châteaubriant relancée par la décision de N. Sarkozy de faire lire la lettre de G. Môquet dans les lycées. Par un certain nombre de biais méthodologiques et formels - romance d'une histoire policière visant le succès éditorial et l'écho médiatique - il conduit à un surprenant renversement de sens, où ce sont les pourchassés qui deviennent les persécuteurs.

J-Y Martin  
agrégé d'histoire  
et géographie

Jean-Marc Berlière et Franck Liaigre, «*Liquider les traîtres, La Face cachée du PCF, 1941 - 1943*», R. Laffont, 2007, 510 p. 22€.

## LIRE

### «Pour un débat Cartes sur table» par Communisme 21

A l'issue d'une rencontre organisée à Paris le 1er septembre par «*Communisme 21*», la décision a été prise de publier une brochure «*PCF : un débat cartes sur table*». Selon ses initiateurs, cet acte militant n'a qu'un seul objectif : «aider à l'installation d'un débat auquel participera le plus grand nombre de communistes, avec la garantie d'en avoir jusqu'au bout la maîtrise».

Cette publication «vise à satisfaire l'exigence d'informations et de débats dont nombre de communistes se disent frustrés» dans la perspective de l'Assemblée de décembre 2007 et du Congrès de décembre

2008. Elle n'est donc pas «l'expression des idées d'un clan, d'une tendance, dans le cadre d'un affrontement avec d'autres», ni davantage

«une machine de guerre contre la direction actuelle du parti». S'adressant «à l'ensemble des communistes, et au-delà, à celles et ceux que préoccupent l'avenir du communisme et la situation de la gauche», elle est ouverte à la pluralité des opinions qui s'expriment dans le parti communiste et on y trouve aussi

bien des contributions de M-G Buffet, que de N. Marchand, R. Martelli, P. Zarka, M. Gremetz, J-C Gayssot, B. Frédéric, A. Gérin, J. Ralite et C. Fiterman.

Face à l'ampleur de la crise que connaissent le PCF et le communisme, l'enjeu est de concevoir et de proposer à notre peuple une alternative au capitalisme. Il s'agit aussi d'engager une profonde réflexion sur le communisme et son avenir en France, et les choix neufs qu'il doit accomplir pour retrouver crédibilité et capacité mobilisatrice.

Cette brochure, financée par souscription, vise à favoriser cette démarche. Sa lecture est un complément très utile pour l'amorce et le développement du débat en cours.

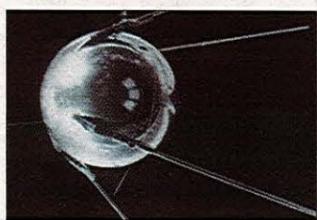
La brochure de 178 pages, financée par souscription, est distribuée gratuitement. Elle est disponible à la Fédération départementale du PCF.

Site : HYPERLINK "http://www.communisme21.fr/"  
www.communisme21.fr

Communisme 21

PCF :  
CARTES SUR TABLE  
POUR LE DÉBAT

## VOIR...



### La conquête spatiale à Saint-Herblain

La bibliothèque associative Paul-Éluard de Saint-Herblain propose une exposition intitulée : «4 octobre 1957... les bip-bip du Spoutnik...»

Spoutnik 1, premier satellite artificiel soviétique, inaugure l'ère de la conquête spatiale par l'Homme.

L'exposition Un survol de cinquante ans d'histoire de l'astronautique en une dizaine de panneaux de photos et de textes évoquant les événements marquants de ce domaine.

Visible jusqu'à fin novembre. 32 avenue des Plantes, quartier Beauséjour.

## MÉDIAS

### Des médias aux coulisses du pouvoir

Les syndicats de journalistes se sont indignés des diverses fonctions honorifiques et missions rémunérées offertes par le chef de l'État à onze chroniqueurs influents des grands médias.

L'ancien conseiller de F. Mitterrand, Jacques Attali, éditorialiste à l'hebdo *l'Express*, a été nommé président de la commission pour la «libération de la croissance française».

George-Marc Benhamou, confident de l'an-

cién président Mitterrand, éditorialiste de *Nice Matin* et chroniqueur de *La Provence*, a été nommé «conseiller pour la culture et l'audiovisuel» du président de la République.

Jean-Louis Bourlanges, chroniqueur sur *France Culture*, a rejoint le «Comité de réflexion sur la modernisation et le rééquilibrage des institutions de la Ve République.»

Guy Carcassone, chroniqueur du *Point*, a rejoint le «comité de réflexion sur la modernisation et le rééquilibrage des institutions de la Ve République.»

Jean-Claude Casanova, éditorialiste asso-

cié au quotidien *Le Monde*, a rejoint le «comité de réflexion sur la modernisation et le rééquilibrage des institutions de la Ve République.»

Jean-Marie Colombani, ancien directeur du quotidien *Le Monde*, chroniqueur sur *France Inter* et animateur de «Face à face» sur la chaîne de télévision Public Sénat a accepté une mission officielle de trois mois sur la réforme des conditions d'adoption.

Olivier Duhamel, chroniqueur sur *France Culture*, a rejoint le «comité de réflexion sur la modernisation et le rééquilibrage des institutions de la Ve République.»

Yves de Kerdel, éditorialiste du *Figaro* et chroniqueur à la radio BFM, a rejoint la commission pour la «libération de la croissance française»

• Éric Le Boucher, chroniqueur économique au *Monde*, a rejoint la commission pour la «libération de la croissance française».

Myriam Lévy, qui suivit la campagne de Ségolène Royal pour *Le Figaro*, a été nommée conseiller en communication du Premier ministre.

Catherine Pégard, rédactrice en chef du service politique du *Point*, a été nommée conseiller politique du président de la République.

## près de vous

### EADS

**90 millions de plus value pour les actionnaires, Power 8 pour les salariés**

Lundi 8 octobre, alors que le délit d'initiés d'EADS faisait la une de l'actualité Hubert DELAHAIE, Michel GUEGAN, Michel GUILLET et Jean-Yves ROMAND à l'usine de Montoir, Christian SAULNIER, à l'usine de Saint-Nazaire, accompagnés de militants communistes, distribuaient un tract, dialoguaient à la porte de l'entreprise et demandaient que toute la clarté soit faite sur ce scandale d'Etat.

### Savenay

**Moins d'Etat c'est plus de charges pour les communes**

Le ministère de l'équipement a informé les maires que ses services n'instruiront plus les permis de construire dans les communes de moins de 10 000 habitants. Ce sont les communes qui vont avoir le privilège d'effectuer le travail. Lors du Conseil municipal de Savenay, la seule question évoquée était la signature d'une convention avec la DDE pour se mettre en conformité avec la nouvelle circulaire. Il aura fallu l'intervention du président du groupe communiste et républicain, Yannick CHENEAU, pour que les conséquences de la politique de SARKOZY soient évoquées. «S'adapter sans condamner, accepter sans riposter... c'est cacher à nos concitoyens les répercussions que cela entraîne pour la vie des communes et pour l'imposition locale». Il faudra embaucher, former du personnel sans que l'état n'intervienne dans ces transferts de charges. Rejoint par un élu de la majorité socialiste, le groupe communiste s'est abstenu.

### Saint Herblain

**Pour le droit de vote aux étrangers**

Serge PLISSONNEAU s'est étonné que le Maire de Stains soit menacé de poursuites judiciaires pour avoir organisé un référendum local sur le droit de vote des étrangers. Les menaces contre ceux qui organisent des consultations citoyennes, des parrainages de sans papiers ne doivent pas nous intimider, a affirmé l'élu herblinois. **Nous sommes les élus de tous... et notre rôle est d'aider chacun à trouver sa place au pays des droits de l'homme.** Il a invité l'Assemblée municipale à demander au président de la République et au premier ministre «de renoncer à toute poursuite... et à inscrire sans délai à l'ordre du jour du Parlement un projet de loi tendant à accorder le droit de vote aux étrangers non communautaires dès 2008».

## L'activité

### Elections municipales

**Pour un nouveau contrat local**



Les 13 et 14 octobre, à l'initiative de l'ANECDR, s'est tenue à Montreuil, une rencontre des élus communistes et républicains ouverte aux candidates et candidats aux élections municipales et cantonales. Une délégation de notre département, composée de 10 membres, a participé au riche débat des 600 participants qui s'est achevé par un projet de «nouveau contrat local pour les villes et les villages» de notre pays. Ce document (à diffuser massivement) exprime «la grande ambition des candidats communistes et républicains pour les collectivités locales». Au cœur de ce contrat, les grandes questions de la vie quotidienne concernant, en premier lieu, les citoyens :

la protection de l'environnement, l'organisation des transports, le logement, les pratiques sportives, culturelles, l'enseignement, la formation, l'emploi, la sécurité publique, l'action sociale, la fiscalité... Autant de postures solidaires et progressistes à proposer et à concrétiser avec nos concitoyens rassemblés dans leur diversité, et s'intégrant dans des accords de forces politiques de gauche, représentées au niveau des communes.

### Trignac

Jean Louis Le Corre : «Je souhaite prendre un peu de repos»

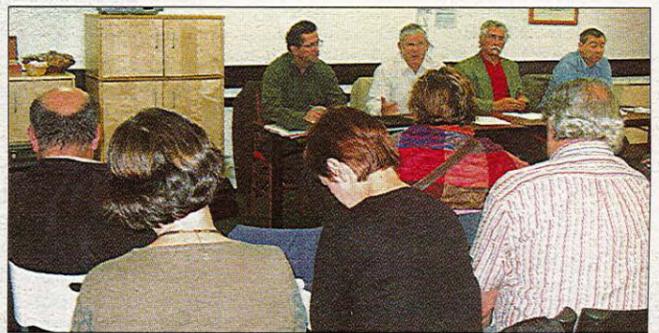
Samedi 6 octobre, les communistes de Trignac organisaient une rencontre conviviale autour d'un cochon de lait. Dans son intervention de bienvenue, Sabine MAHE invitait les militants à être de tous les combats contre un président «hyperactif et hyper médiatisé» tirant «à boulets rouges contre notre modèle social et le pacte républicain». L'élu évoquait ensuite «le scandale d'EADS qui... aurait rapporté 90 millions de plus value aux actionnaires voyous avec la bénédiction de Thierry Breton». Il y a des gens, constatait Sabine MAHE, qui «n'ont vraiment pas besoin de travailler plus pour gagner plus!». Evoquant les élections de mars 2008, elle souhaitait y trouver des points d'appui «pour toutes celles et tous ceux qui veulent relever la tête et reconstruire une gauche d'espoir et de combat». A Trignac, poursuivait-elle «où nous avons une responsabilité particulière puisque le maire est communiste, nous allons mener la bataille de l'union de la gauche... Nous devons travailler avec les trignacaises et les trignacais dans les quartiers, les propositions d'un contrat communal 2007-2013 qui leur permette de décider de l'avenir de leur ville... Nous devons bâtir une liste représentative des forces vives de notre cité, donner toute leur place aux hommes et aux femmes de gauche et de progrès, à tous ces militants communistes, associatifs, syndicalistes, humanistes qui sont prêts à relever leurs manches et à s'engager pour l'avenir de leur commune».



Prenant la parole à son tour, Jean-Louis LE CORRE parlait des nombreux combats menés pour la dignité et le mieux vivre des habitants. Ayant «mis sur les rails» de grands dossiers comme le développement social de Certé ou le projet de rénovation de Trignac Centre... ayant obtenu que la ville «soit écoutée et respectée» au sein de la communauté d'agglomération, il ne cachait pas sa volonté, «après 37 années de mandats, de prendre un peu de repos». Jean-Yves ROMAND, responsable des communistes de la Brière, tout en remerciant Jean-Louis LE CORRE pour «son engagement, son courage et sa ténacité durant les presque quatre décennies passées dans les luttes et au service des populations», appelait les communistes briérons à poursuivre le travail entrepris.

### ADECR

**Pour une communication «sur mesure» et de proximité**



Mardi 9 octobre, dans les locaux de l'hôtel Ibis à Trignac, en collaboration avec le centre d'information, de documentation d'études et de formation des élus (CIDEFE), l'Association départementale des élus communistes et républicains, proposait une soirée de travail sur la communication. «Dans un monde médiatisé à l'extrême disait Yannick CHENEAU, alors que nous sommes au courant, en temps réel de tout ce qui se passe dans le monde, les gens attendent de nous des réponses individualisées qui traitent de leurs préoccupations quotidiennes». Réactivité, proximité et régularité étaient selon les participants, les clefs d'une communication de qualité. Un «sur mesure» nécessaire (on n'a pas les mêmes besoins quand la municipalité a un maire communiste, quand on participe à une majorité, où quand on est dans l'opposition) pour lequel il faut «savoir se donner des moyens». Avec L'Elu d'Aujourd'hui «qu'il faudrait faire parvenir dans toutes les communes où nous avons des élus», les Nouvelles de Loire-Atlantique diffusées à 3 500 exemplaires qui ont été profondément renouvelées et qu'on peut encore améliorer, des publications régulières comme la Lettre de la Région ou celle de la Carène, le site internet de la Fédération... «nous avons des outils performants et identifiables» envoyés à «un lectorat ciblé» remarquait Michel RICA qui proposait de poursuivre dans cette direction. Il souhaitait également pousser la réflexion sur la «communication interne» avec le projet d'une lettre départementale régulièrement adressée aux élus communistes et républicains et une étude de faisabilité d'un site internet des élus de Loire-Atlantique.

### Action sociale

**Les travailleurs pauvres... en sortir**

Un millier de délégués de CCAS (élus et personnels) ont participé aux rencontres nationales de l'UNCAS qui se sont déroulées à Grenoble les 10 et 11 octobre autour du thème «les travailleurs pauvres... en sortir». Les chiffres avancés attestent de l'étendue du problème: 11 millions de travailleurs pauvres en Europe, 8% de la population active en France (un point de plus que la moyenne européenne). Le phénomène inquiète par son ampleur et ses conséquences notamment sur les enfants et les jeunes issus de familles nombreuses, monoparentales ou confrontées au temps de travail partiel, aux contrats mal rémunérés, à la précarité, aux accidents de la vie, au difficile accès aux services bancaires... Michel LUCAS, membre du bureau de l'Union Départementale des CCAS de Loire-Atlantique, s'est félicité de l'adoption «des 15 engagements de Grenoble» pour que reculent la pauvreté et l'exclusion. «Encore faudra-t-il agir pour éviter qu'ils ne soient que des vœux pieux» a précisé l'adjoint à l'action sociale de Couëron.



## AUJOURD'HUI ET DEMAIN



### Mardi 23 octobre

Réunion publique à Savenay à 18H30 au Café de la Boule d'Or. Le thème de cette réunion sera «**Quelle politique de gauche pour les municipales ?**».

### Mardi 23 Octobre

Assemblée générale ouverte de la section de Nantes sur le thème «**Communisme et dépassement du capitalisme**» en présence d'Yves Dimicoli, membre du Comité Exécutif National, responsable du secteur Economie- Social-Finances...

### Jeudi 25 Octobre

Réunion du Comité local de la section **Basse Loire**

### Samedi 27 octobre

Initiative Régionale «**RIPOSTER ENSEMBLE**» à la Fête de l'Huma 49, salle Aragon à Trélazé.

### Lundi 5 novembre

Assemblée de la section des 3 Rivières à 20H30, salle du Cour Mortier.

### Mardi 6 novembre

Assemblée des communistes de Rezé à 18H30 au siège de la section.

## LES FRANCHISES MÉDICALES SONT DANGEREUSES POUR LA SANTÉ PUBLIQUE !

PAR MARIE KAYSER, MEMBRE DU SYNDICAT DE LA MÉDECINE GÉNÉRALE

### Qu'est ce qu'une franchise ?

Une franchise «médicale» c'est un seuil annuel de dépenses au-dessous duquel l'Assurance maladie obligatoire ne rembourse RIEN. Le candidat à la présidentielle, Nicolas Sarkozy, avait annoncé qu'il mettrait en place de nouvelles franchises sur les soins. Devenu Président, il tient ses promesses mais devant l'impopularité des franchises, il tente de les justifier en disant qu'elles financeront la maladie d'Alzheimer et le cancer. Roselyne Bachelot a tenté de minimiser ce que seront ces franchises en disant qu'il ne s'agissait que de 4 euros par mois. **Mais il ne s'agit pas de 4 euros par mois. Ces nouvelles franchises iraient s'ajouter :**

- à la franchise mise en place par la loi de «réforme» de l'Assurance maladie de 2004. Le forfait d'un euro par acte médical était jusqu'ici plafonné à 1 euro par jour ; il pourra atteindre 4 euros par jour en cas de consultations multiples. Le plafond annuel global de l'ensemble des franchises serait (en tous cas dans un premier temps) de 100 euros par personne ; ce qui représente une addition de 1.5 million d'euros pour les assurés
- au ticket modérateur forfaitaire de 18 euros sur les actes lourds
- au forfait journalier hospitalier de 16 euros

Le Reste à Charge pour les assurés (RAC) s'est élevé à 400 euros par an en 2004. Les gens paient ce RAC directement ou par l'intermédiaire de leur complémentaire quand ils en ont une mais autour de 10% des gens n'ont pas de complémentaire. C'est le revenu qui conditionne l'adhésion à une Assurance maladie Complémentaire : les artisans, les employés de commerce, les ouvriers sont les moins protégés.

**Le Reste à Charge aboutit déjà à des renoncements aux soins.** 28% des personnes sans AMC, 18% des personnes avec la CMU complémentaire, et 12 % des bénéficiaires d'une complémentaire ont déclaré avoir renoncé à des soins en 2004. Ces renoncements portent sur l'optique et le dentaire mais aussi sur les soins de ville. Ceci montre les inégalités d'accès aux soins. Ce sont les étrangers sans papiers qui sont les plus exclus des soins. Selon une enquête récemment publiée par l'Observatoire européen d'accès aux soins : 24% des étrangers

sans papier seulement, déclarent bénéficier concrètement d'une couverture santé en Europe. En France 7,2% seulement sont parvenus à faire valoir leurs droits.

### Les franchises sur les soins sont donc socialement injustes.

**Leur montant identique pour tous pèsera surtout sur ceux qui gagnent le moins. C'est à l'encontre d'un système d'Assurance maladie solidaire où chacun cotise selon son revenu et est soigné selon ses besoins.**

**Les franchises sont médicalement dangereuses pour la santé des citoyens et pour la santé publique :** elles sont basées sur une logique assurantielle : une franchise dans le cas d'une assurance voiture dissuade les gens de déclarer les petits accidents. Mais les gens ne sont pas des voitures : dissuader les gens de se faire soigner pour des maladies apparemment bénignes, c'est les inciter à reporter à plus tard les actes de prévention, c'est l'inverse d'une politique cohérente de santé publique.

Le gouvernement parle de responsabilisation des patients mais personne ne va se faire soigner pour le plaisir. La responsabilisation est un prétexte. Il s'agit de culpabilisation : c'est l'idée que certains profitent, abusent du système. /.../

**Toutes ces mesures ont pour but de baisser la part prise en charge par l'Assurance maladie obligatoire et de développer la part prise en charge par les complémentaires (pour ceux qui auront les moyens de se les payer) !**

*Extraits de l'intervention de Marie Kayser lors de la manifestation de Nantes contre les franchises le 29/09/07 organisée par le Collectif Nantais droit à la santé pour toutes et tous.*

(Pour plus d'informations : le site du Syndicat de la Médecine Générale : <http://www.smg-Pratiques.info/index.php> (notamment <http://www.smg-pratiques.info/Analyse-sur-les-franchises-.html>)



### « Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Aymeric SEASSAU  
Commission paritaire : N° 0310 I 86504  
Imprimerie : IMPRAM Lannion  
Composition : SEM Locminé  
Responsable de la rédaction : Aymeric SEASSAU  
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes  
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36  
e-mail : [nouvelles.loire-atlantique@laposte.net](mailto:nouvelles.loire-atlantique@laposte.net)  
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :  
Marie-Annick BENÂTRE  
Yannick CHENEAU  
Michel DEJEU  
Michel LUCAS  
Jean-Yves MARTIN  
Yann VINCE



## Vite lu...

### RIPOSTER ENSEMBLE le 27 octobre à Trélazé

**FACE A LA DROITE RIPOSTER ENSEMBLE**  
REPRENDRE L'INITIATIVE

MANIFESTONS **PCF**

**La gauche doit prendre ses responsabilités pour l'action et l'alternative politique. Acteurs de tous les rassemblements de résistance à la politique de casse du pouvoir de droite, de la mobilisation contre les franchises médicales à celui pour défendre les régimes de retraites, les communistes veulent contribuer à faire grandir le rassemblement de toutes celles et ceux qui veulent agir. C'est dans cet objectif que le PCF a pris l'initiative de relancer le groupe «riposte» de la gauche, et qu'il organise partout en France durant ce mois d'octobre, des rencontres et des actions contre les mauvais coups, pour reconstruire l'espoir. A Paris, le 27 octobre, une manifestation accueillera la marche pour l'emploi du Nord, et sera suivie d'un rassemblement où la parole sera donnée à des acteurs des luttes qui se développent. Le Comité Régional des Pays de Loire du PCF a choisi d'organiser une initiative régionale à l'occasion de la Fête de l'Huma 49 à Trélazé. A 16h30 débat «riposter à la droite et construire une alternative à gauche» en présence de personnalités régionales du mouvement social et de représentants des partis de gauche. Pour toute information sur le transport jusqu'à Trélazé, contactez la Fédération (02 40 35 03 00)**



**Bac+5 Motiv SensResp Nbse-ExpésPros Ch.CDIQuali RémunCsq (PasSérieuxS Abs-ténir) DispoTDS**

Par **Yvan TEYPAZ**

«**Travailler plus pour gagner plus**», cette formule a rythmé la campagne présidentielle, et j'aurais presque envie d'y adhérer ! Oui, je veux travailler plus pour gagner plus ! Enfin ... **je veux juste travailler pour gagner de quoi vivre !**



Titulaire d'un bac+5, j'ai couru de petites missions en petites missions. Les annonces, les réseaux, les candidatures spontanées, tout y est passé, et pourtant, ce sont encore **le R.M.I. et les A.P.L. qui paient le loyer !**

C.V. avec ou sans photo, avec ou sans âge, avec ou sans origine ethnique, ... ? Non, rien de tout cela. Simplement un marché du travail saturé : **nous**

**sommes des centaines à répondre à une même annonce**, tellement nombreux que les services RH sont submergés et rallongent leurs délais de plusieurs mois pour examiner toutes les propositions reçues ! De plus en plus de monde, de moins en moins de places, et bientôt des heures sup' en pagaille pour ceux qui ont une place, et donc encore moins de places pour ceux qui cherchent un emploi !

Certes, pour chercher, il y a l'ANPE et les ASSEDIC ...

**Vous avez râlé après les conseillers ANPE toujours en retard et totalement dépassés par votre situation ? Vous avez détesté la désorganisation réglementaire des ASSEDIC** qui vous renvoie des guichets vers le ser-

vice téléphonique ? Un service téléphonique avec répondeur automatique, une dizaine d'étapes pour enfin parler à un agent qui a 2 mois d'ancienneté et doit résoudre vos problèmes qu'aucun énarque n'a jamais imaginé ! **Alors, vous haïrez la fusion ANPE-UNEDIC** qui promet de doubler, voire tripler la charge de ceux qui doivent nous aider ! Bien sûr, c'est pour faire baisser le chômage ! Tu m'étonnes, quand tu as un entretien, un RDV, ou pire, une vie de famille, et que tu attends devant un guichet vide depuis 45 minutes, tu rentres chez toi ! Ton affiliation ? Ben ... tant pis, de toute façon, tu n'avais droit à rien !

«**Travailler plus pour gagner plus**» ... juste travailler ... sans avoir à payer pour cela !